

Les questions suivantes ont été présentées au **Prof. Mahmoud N. Musa** en juillet 2006, par **Mme. Gladys Martines Lopez**, journaliste dans *Diagonal*/ Espagne. Les questions ont été présentées en français et les réponses ont été écrites en anglais. Les questions et les réponses ont été traduites dans l'autre langue.

G. Lopez : En 2003 vous avez mis en marche une association internationale qui a pour but de prôner la solution du conflit israélo-palestinien à travers Un Seul État. Après trois ans, dans quel point se trouve la défense de cette idée ?

Quel est le degré de soutien d'une telle initiative parmi les Palestiniens et parmi les Israéliens, tenant compte du fait que les autorités israéliennes et palestiniennes s'y opposent ?

Prof. M. Musa : Comme il devient de plus en plus évident que la solution des deux États n'est pas envisageable, le soutien pour la solution d'un seul État est en augmentation.

Il n'y a aucune statistique sur le degré d'acceptation de cette solution. Cependant, je crois que la majorité des Palestiniens soutient ce concept. Le problème est qu'aucune des grandes organisations politiques ne propose cette solution.

Quant aux Juifs d'Israël et d'ailleurs, seule une petite minorité d'entre eux soutient une telle solution. Ce sont pour la plupart des intellectuels, des groupes religieux anti-sionistes, des personnes isolées, ainsi que des « humanistes ». Je suppose que le pourcentage de personnes soutenant cette solution atteinte en Israël 5% et de 10 % - 15% à l'extérieur d'Israël.

G. Lopez : depuis quand est-ce que vous vous êtes devenu convaincu de la nécessité d'instaurer un seul État et pourquoi ? Quel a été le rôle des accords d'Oslo ?

Prof. M. Musa : J'ai personnellement toujours cru que ceci était la seule solution qui conduirait à une paix en Palestine ainsi qu'au Moyen-Orient, une paix qui serait juste pour tous, y compris les Juifs.

Israël est un état colonial créé et soutenu par des puissances impériales en vue de contrôler le Moyen-Orient.

Je suis également un internationaliste qui croit que l'on doit lutter pour des valeurs, telles que les droits de l'Homme et la justice socio-économique, plutôt que pour la terre.

Je suis également sans aucun doute influencé par l'expérience personnelle de mon père qui a vécu et travaillé amicalement avec des Juifs à Haïfa avant d'être expulsé en 1948.

Quant aux accords d'Oslo, je les trouve préjudiciables, car ils ont créé dans la société palestinienne des territoires occupés des catégories des gens n'avaient qu'un seul intérêt celui de maintenir le statu quo.

Il y a la classe politique, la police, la bureaucratie, certains hommes d'affaire, et même certains intellectuels associés aux organisations non gouvernementales, qui seront un obstacle à l'acceptation de la solution d'un seul État parmi les Palestiniens en Cisjordanie et Gaza.

G. Lopez : Le mouvement pour un seul État a adopté la consigne de l'ANP en Afrique du Sud dans sa lutte contre l'Apartheid : Une Personne, Un Vote, et prend souvent

l'Afrique du Sud comme exemple. En quoi la situation de l'Afrique du Sud et celle d'Israël, connu comme étant "la seule démocratie du Proche Orient", sont elles comparables ?

Prof. M. Musa : entre l'Afrique du sud et la Palestine : il y des similarités mais également des différences considérables. L'Afrique du Sud et la Palestine ont été tous deux colonisés par des colons venus d'Europe.

En Afrique du Sud, les colons ne cherchaient pas à expulser tous les Africains du pays comme l'ont fait les Sionistes en Palestine. De plus, ces colons cherchaient à employer et exploiter les Noirs, alors que les Sionistes projetaient depuis le début de leur immigration d'établir leur économie et autres institutions indépendamment des Palestiniens. C'est ce qu'ils ont appelé: « conquête de la terre, et conquête de la main d'œuvre».

Le leadership noir en Afrique du Sud représenté par le Congrès National Africain n'a jamais accepté cette séparation, alors que le leadership palestinien représenté par Fatah a cédé et accepté officiellement cette séparation imposée en 1988.

Sur le plan international: le rôle d'Israël qui consiste à servir les puissances impérialistes est plus important que celui de l'Afrique du Sud.

G. Lopez : Le point le plus important parmi les revendications palestiniennes est celui du droit au retour des réfugiés. Un seul État serait-il capable de résoudre ce point et d'absorber des millions de personnes ? Comment résoudre le problème des colonies de Cisjordanie ? Que faudrait-il faire avec la "Loi de Retour" des Juifs ?

Prof. M. Musa : Oui, il y a suffisamment de places pour les réfugiés dans le pays. En fait, les études montrent que 80% des réfugiés viennent des régions rurales qui sont maintenant peu habitées.

Les colonies resteront. Cependant, il doit y avoir une équité dans la distribution des terres, du logement et d'autres ressources. La justice socio-économique est un but important pour notre mouvement.

En ce qui concerne "Loi du retour" : nous soutenons le concept d'un foyer spirituel et culturel pour tous les Juifs du monde en Palestine-Israël. Les individus qui veulent vivre dans le pays vont devoir suivre une procédure d'immigration raisonnable. La priorité sera cependant donnée à ceux qui ont une motivation religieuse ou des connections familiales. Nous ne voyons pas ceci comme étant un problème puisque la plupart des juifs ont une meilleure qualité de vie là où ils habitent maintenant. Selon la classification par *Merger Human Consulting* du niveau de vie dans les plus grandes villes du monde la ville de Tel-Aviv a été classée au même niveau que Bangkok et Sao Paulo.

G. Lopez : D'après certains défenseurs des deux États, comme Mohammed Baraka, défendre un seul État ou un État binational signifie que le peuple palestinien était "abandonner la lutte" pour sa souveraineté. Que répondez-vous à cela ?

Prof. M. Musa : s'agit-il de Mohammed Baraka membre du Knesset Israélien représentant le Front pour la Justice et l'Égalité ?

Je suis surpris qu'il dise cela, et je ne suis pas du tout d'accord. L'état unique, permettra à tous les Palestiniens d'être dans une seule entité politique. La lutte continuera en paix pour les droits de l'Homme et la justice socio-économique. Est-ce que le combat de l'humanité cessera-t-elle jamais de lutter?

La solution des Deux Etats privera les deux tiers des Palestiniens de leur terre natale. De plus, cette entité ne sera pas souveraine à cause de la grande disparité entre elle et Israël.

L'on doit prendre avec prudence les paroles de quelqu'un qui doit son statut social et économique au status quo.

G. Lopez : L'établissement d'un seul État n'éliminerait pas automatiquement l'apartheid. Comment empêcher qu'il continue à se développer, tenant compte du fait que le pays était dominé depuis 50 ans ? Même si l'apartheid éliminé légalement, comment peut-on empêcher la persistance de l'inégalité socio-économique entre les Palestiniens et les Israéliens ?

Prof. M. Musa : On pourrait espérer que les deux parties auront la bonne volonté d'adhérer à un seul Etat. Les palestiniens ne devraient pas espérer de devenir une majorité dominante, et les Juifs ne devraient pas espérer dominer grâce à leur richesse et leurs relations avec des puissances étrangères.

L'inégalité ne disparaîtra pas automatiquement, mais un seul Etat sera déjà un pas essentiel. La solution alternative de deux états ne fera que perpétuer l'inégalité.

Dans le cas des deux états, les ouvriers palestiniens travailleront en Israël pour des bas salaires parce qu'ils sont privés de tous droits, ce qui à son tour entraînera les salaires des ouvriers juifs vers le bas. Donc la solution d'un seul état sert les intérêts des couches inférieures des deux côtés.

On devrait ajouter que les Palestiniens ont un niveau d'éducation élevé et ils sont laborieux. Ils contribueront ainsi à la prospérité du pays dans des conditions normales.

G. Lopez : Warschawsky et d'autres auteurs prônent une solution provisoire de deux États, comme premier pas vers la solution d'un Etat binational. Pour quoi, d'après vous, ceci n'est pas possible ou n'est pas souhaitable ?

Prof. M. Musa : Non. La solution de deux états ne sera pas un pas vers la solution d'un seul état. En fait, ce sera un pas vers la direction opposée. Quand des classes se forment dans une société et tirent profit de l'existence d'un seul état, elles constitueront un obstacle énorme au développement d'un état unique qui leur fera perdre leurs privilèges. Il s'agit des politiciens, des bureaucrates, de la police et des hommes d'affaires. Actuellement l'Autorité Palestinienne nous en donne l'exemple.

G. Lopez : Les partisans d'un seul État sont aujourd'hui divisés entre ceux qui préconisent d'un État binational, comme c'était le cas de l'intellectuel Edward Said, et d'autres qui sont en faveur d'un État laïc et démocratique. Vous êtes vous-même partisan de cette dernière option. Pouvez-vous l'expliquer ? Où en est aujourd'hui le débat sur un seul État, en Israël et en Palestine ?

Prof. M. Musa : La différence entre un état binational et un état laïc et démocratique est subtile, mais non moins important. Nous sommes pour un état démocratique; on n'en revient pas là-dessus.

Nous ne voulons pas encourager le nationalisme, nous voulons promouvoir la solidarité inter-ethnique. Cela ne signifie pas que nous cherchons à éradiquer tous sentiments d'identité nationale.

Je crois qu'Edward Saïd voulait dire : « un état pour les deux peuples. ».

G. Lopez : Tenant compte du degré de violence qui se vit aujourd'hui en Israël/Palestine, pensez-vous qu'un seul État est une solution envisageable à court ou moyen terme ?

Prof. M. Musa : Notre attitude était toujours de réagir en raison de la situation d'urgence créée par Israël. Nous avons besoin de penser en fonction d'une stratégie de développer un plan et de nous en tenir.

Quand je vois la violence folle et aveugle d'Israël, un proverbe grec me revient à l'esprit: « Celui que les Dieux veulent détruire sera d'abord rendu fou ». La solution à ce problème pourrait être plus proche que l'on croit. Soyons toujours prêts.

Genève, été 2006